

Nouvelles locales du jeudi 16 juillet 2015

@rib News, 16/07/2015 | Politique - L'appel à la constitution d'un Conseil National pour le Respect de l'Accord d'Arusha et de l'Etat de Droit au Burundi a reçu un accueil favorable chez toutes les forces politiques et citoyennes contestataires du troisième mandat de Nkurunziza. Elle porte déjà les signatures de presque tous les principaux partis et coalitions qui ne sont pas dans le giron du CNDD-FDD, celles de Hussein Radjabu et des frondeurs, celles des organisations de la société civile et celle du Général Major Godefroid Niyombare au nom de ses collègues. Les organisateurs de cette initiative espèrent que différents partenaires soutiendront cette démarche pour la réunification fondatrice du Conseil au siège de l'Union Africaine à Addis-Abeba et que la facilitation des négociations interburundaises tiendra compte de cette nouvelle donne.

- L'AMPRODH trouve que les élections doivent être organisées pour permettre une participation inclusive de tous les acteurs qui le désirent. Selon le président de cette association de la société civile qui a répondu présent au dialogue sous les auspices de Museveni, c'est le seul moyen de sauver ce dialogue menacé par les uns et les autres parmi les protagonistes. Pierre Claver Mbonimpa demande que toutes les questions soient étudiées afin qu'une solution durable soit apportée dans l'intérêt du pays. Il fait savoir aussi que la question du troisième mandat du président Nkurunziza est contre la constitution et les accords d'Arusha. - Selon une organisation de la société civile ONELOP, le dialogue entre Burundais doit continuer et porter sur l'opportunité d'un gouvernement d'union nationale sans pour autant porter préjudice aux élections. Le président de cette association, la question du Burundi va bientôt trouver une solution si du moins ce dialogue continue. Gilbert Bicaud Njangwa affirme qu'il soutient un gouvernement d'union nationale dirigé par Pierre Nkurunziza et se dit contre un gouvernement de transition. Il soutient aussi le fait que le calendrier électoral doit rester inchangé. | Justice - Deux mois après leur arrestation, les militaires et policiers impliqués dans la tentative de putsch manqué du 13 mai dernier n'ont pas encore comparu devant un juge pour la confirmation de leur détention préventive. Les textes sont pourtant clairs : cette confirmation doit avoir lieu 15 jours après l'arrestation. Les avocats chargés de leur défense parlent d'une violation de la loi et des procédures pénales. Mais ils préfèrent se taire pour une simple raison : selon eux, les juges dépendent de l'exécutif et ils ne font que prononcer des décisions prises ailleurs, surtout dans une affaire aussi délicate. Cela sort d'un entretien avec Maître Onésime Kabayabaya, l'un des avocats du Général Cyrille Ndayirukiye et du colonel Kazungu. | Sécurité - Dans la nuit de ce mercredi 16 juillet, à Bukinyanya province de Cibitoke, 8 hommes armés ont été tués par des militaires. D'après le colonel Gaspard Baratuza, porte-parole de l'armée burundaise, ces hommes sont tombés dans un piège tendu par des militaires alors qu'ils sortaient de la Kibira. Et dans les échanges de tirs, précise-t-il, un militaire a été blessé, tandis que sept fusils ont été récupérés par l'armée. Le porte-parole de l'armée affirme que la population avait donné des informations sur la présence d'armés dans la localité de Karuhura. La situation est pour le moment calme, mais les forces de l'ordre restent aux aguets pour neutraliser toute tentative de déstabilisation, déclare-t-il, appelant la population à collaborer avec les forces de l'ordre.